

Les disparités des situations communales, départementales et régionales

GUILLAUME LEFORESTIER, PASCAL SIMON (DGCL)

A. Définitions

Les ratios financiers obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus ont été repris ici pour l'ensemble des communes, les EPCI, les départements et les régions selon différents axes. Par exemple, pour les communes, une présentation est faite selon la strate de population, l'appartenance intercommunale, la situation géographique (rurale ou urbaine) ou selon le caractère touristique ou de montagne de la commune.

Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) diminuées des travaux en régie / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : recettes hors fiscalité reversée.
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours,

diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).

- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité; c'est un coefficient de rigidité, car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée; *a contrario*, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement ou à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure du poids de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Typologie

Territoire «urbain» : est considéré comme urbain (ou unité urbaine) un ensemble de communes sur lequel on trouve une zone de bâti continu, c'est-à-dire un espace au sein duquel il n'y a pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions et dans lequel résident au moins 2 000 habitants. Pour cette typologie, on utilise le zonage en unités urbaines de 2010 élaboré par l'Insee.

Les communes touristiques : au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement (*source : ministère de l'intérieur, DGCL*). La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Les communes touristiques concernent uniquement la France métropolitaine.

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

- **les communes touristiques du littoral maritime :** ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer (*source : Institut français de l'environnement [IFEN] dissout en 2008 et remplacé par le Service de la donnée et des études statistiques [SDES]*);
- **les communes touristiques de montagne :** les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (*source : ministère de l'agriculture et de l'alimentation*);
- **les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver » :** ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de station de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'étude celles dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (*source : service d'études d'aménagement touristique de la montagne*).

B. Disparités communales et intercommunales

1. Principaux ratios financiers par strate de population

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris	957	502	658	1 135	282	903	175	55,6	92,3	24,8	79,5
France métropolitaine y compris Paris	994	512	672	1 169	286	969	172	55,0	92,9	24,5	82,9
DOM	1 213	367	452	1 290	232	838	208	65,2	100,3	18,0	65,0
France entière	1 001	507	665	1 172	284	965	174	55,4	93,1	24,2	82,3
France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.											
	645	341	416	812	291	634	156	44,2	88,3	35,8	78,1
De 3 500 à moins de 10 000 hab.											
	904	484	653	1 089	286	843	153	55,3	90,6	26,3	77,4
Moins de 10 000 hab.											
	737	392	500	911	289	709	155	49,0	89,3	31,8	77,8
10 000 hab. et plus hors Paris											
	1 203	624	833	1 385	273	1 120	198	60,1	94,6	19,7	80,8

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGCL.

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine											
Moins de 100 hab.											
	860	316	339	1 148	603	652	255	24,1	84,0	52,5	56,8
De 100 à moins de 200 hab.											
	645	279	296	857	383	567	199	29,6	84,2	44,7	66,2
De 200 à moins de 500 hab.											
	575	293	315	743	297	535	161	35,9	86,5	40,0	72,0
De 500 à moins de 2 000 hab.											
	619	331	402	777	276	621	153	44,3	88,7	35,5	80,0
De 2 000 à 3 500 hab.											
	724	397	514	896	292	720	150	50,0	89,2	32,6	80,3
De 3 500 à 5 000 hab.											
	836	452	602	1 019	292	781	151	53,0	89,9	28,6	76,7
De 5 000 à moins de 10 000 hab.											
	939	500	678	1 124	283	874	153	56,3	91,0	25,2	77,7
De 10 000 à moins de 20 000 hab.											
	1 095	566	789	1 284	280	908	177	59,5	92,3	21,8	70,7
De 20 000 à moins de 50 000 hab.											
	1 233	632	864	1 414	302	1 075	198	61,2	94,5	21,4	76,0
De 50 000 à moins de 100 000 hab.											
	1 349	661	920	1 557	295	1 447	214	60,9	95,5	19,0	92,9
100 000 hab. et plus hors Paris											
	1 163	640	776	1 324	215	1 144	206	58,6	96,0	16,2	86,4

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGCL.

2. Principaux ratios financiers des communes selon l'appartenance intercommunale

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en France métropolitaine, hors Paris, et intégrées dans des :											
Métropoles^(a), CU											
Moins de 10 000 hab.	856	478	629	1 006	265	663	98	55,9	91,6	26,3	65,8
10 000 hab. et plus	1 241	657	866	1 422	262	1 142	181	60,6	94,9	18,4	80,3
Ensemble	1 178	627	827	1 354	263	1 064	168	60,1	94,5	19,4	78,6
CA											
Moins de 10 000 hab.	734	389	533	901	279	685	138	52,1	89,5	30,9	76,1
10 000 hab. et plus	1 176	597	804	1 360	284	1 109	220	59,9	94,5	20,9	81,5
Ensemble	979	504	683	1 155	282	919	183	57,3	92,8	24,4	79,6
CC à FPU											
Moins de 10 000 hab.	707	352	461	880	289	721	164	47,3	89,1	32,9	81,9
10 000 hab. et plus	1 072	516	757	1 254	284	1 025	187	57,0	92,9	22,7	81,8
Ensemble	745	369	491	919	289	753	167	48,7	89,7	31,4	81,9
CC à FA											
Moins de 10 000 hab.	787	514	487	996	338	751	204	42,5	87,4	33,9	75,3
10 000 hab. et plus	1 149	807	808	1 374	325	1 000	230	57,8	89,8	23,6	72,8
Ensemble	803	527	501	1 014	337	762	205	43,5	87,6	33,2	75,2

Hors gestion active de la dette.

(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGCL.

3. Principaux ratios financiers selon la situation géographique (rural/urbain)

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en France métropolitaine, hors Paris											
Communes « rurales »											
Ensemble	625	324	378	796	295	617	171	41,7	87,6	37,1	77,6
Communes « urbaines »											
Moins de 10 000 hab.	829	448	600	1 004	285	781	142	53,5	90,3	28,4	77,8
10 000 hab. et plus	1 202	623	833	1 385	273	1 120	198	60,1	94,6	19,7	80,9
Ensemble	1 059	556	743	1 239	277	990	177	58,1	93,3	22,4	79,9

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014); calculs DGCL.

3 bis. Principaux ratios financiers selon la situation géographique (montagne/hors montagne)

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en France métropolitaine, hors Paris											
Communes de montagne											
Moins de 10 000 hab.	900	457	567	1 133	410	1 043	200	43,3	89,3	36,2	92,0
10 000 hab. et plus	1 157	547	809	1 346	270	1 142	186	59,5	94,4	20,0	84,8
Ensemble	951	475	615	1 176	382	1 063	198	47,2	90,5	32,5	90,4
Communes hors montagne											
Moins de 10 000 hab.	714	383	491	879	272	661	148	50,1	89,3	30,9	75,2
10 000 hab. et plus	1 204	627	834	1 387	273	1 119	198	60,1	94,6	19,7	80,7
Ensemble	958	504	662	1 131	272	889	173	56,4	92,5	24,1	78,5

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014); calculs DGCL.

4. Principaux ratios financiers des communes touristiques

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en France métropolitaine, hors Paris											
Ensemble des communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	860	484	550	1 060	315	949	161	48,0	90,3	29,7	89,5
10 000 hab. et plus	1 076	656	770	1 274	295	1 206	129	56,7	93,3	23,2	94,7
Ensemble	925	536	616	1 124	309	1 026	151	51,1	91,3	27,5	91,3
Communes du littoral maritime											
Moins de 10 000 hab.	831	496	541	1 030	282	858	146	53,4	89,0	27,4	83,3
10 000 hab. et plus	1 068	669	769	1 264	294	1 204	120	57,0	93,2	23,2	95,3
Ensemble	934	571	640	1 131	287	1 008	135	55,2	91,0	25,4	89,1
Communes « supports de station de sports d'hiver »											
Moins de 10 000 hab.	1 128	664	718	1 387	441	1 544	181	35,6	92,6	31,8	111,4
10 000 hab. et plus	942	675	686	1 285	489	1 164	160	55,3	81,2	38,1	90,6
Ensemble	1 118	665	716	1 381	444	1 524	180	36,5	92,0	32,1	110,3
Autres communes touristiques de montagne											
Moins de 10 000 hab.	736	343	422	915	331	816	196	44,9	90,1	36,2	89,2
10 000 hab. et plus	1 256	615	736	1 377	265	1 576	263	52,8	101,3	19,3	114,4
Ensemble	761	357	438	938	328	854	199	45,5	90,9	34,9	91,0
Autres communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	811	428	541	982	275	777	147	51,7	91,1	28,0	79,1
10 000 hab. et plus	1 122	576	798	1 323	277	1 170	158	56,3	94,7	20,9	88,5
Ensemble	879	460	597	1 057	275	863	150	53,0	92,1	26,1	81,7

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab. DGF, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population DGF en 2017 - année de référence 2014) ; calculs DGCL.

5. Effectifs communaux

Nombre de communes ^(a) en 2017	Moins de 10 000 habitants	10 000 habitants et plus	Ensemble
France métropolitaine, hors Paris			
Communes rurales	28 151	1	28 152
Communes urbaines	6 178	954	7 132
Communes de montagne	6 061	48	6 109
Communes hors montagne	28 268	907	29 175
Communes touristiques	2 065	75	2 140
Communes du littoral maritime	479	56	535
Communes « supports de station de sports d'hiver »	298	3	301
Autres communes touristiques de montagne	863	2	865
Autres communes touristiques	424	15	439

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux de communes.

Sources : DGFIP, comptes de gestion. Insee (population totale); calculs DGCL.

6. Principaux ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre selon leur nature juridique et fiscale

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
CU et métropoles ^(a)	385	373	164	500	131	555	159	38,9	86,4	26,2	111,0
CA	365	333	162	438	79	344	95	38,0	89,9	18,0	78,6
CC à FPU	275	283	139	328	74	181	51	39,0	89,6	22,4	55,1
CC à FA	266	184	164	310	65	174	16	36,0	91,6	20,9	56,1
France entière	339	321	156	417	92	349	96	38,4	88,7	22,0	83,7

Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2017 - année de référence 2014); calculs DGCL.

C. Disparités départementales et régionales

1. Principaux ratios financiers des départements^(a)

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris	871	276	335	992	86	525	126	21,1	93,0	8,7	52,9
France métropolitaine y compris Paris	871	279	329	991	84	507	121	20,7	93,0	8,5	51,1
Départements d'outre-mer	1 555	162	178	1 687	112	356	333	22,1	94,6	6,6	21,1
France métropolitaine et DOM	887	277	326	1 007	85	504	126	20,7	93,1	8,4	50,0

Dispersion des ratios	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Minimum	628	35	41	754	20	0	0	10,2	79,4	2,1	0,0
1 ^{er} quartile	812	238	291	920	69	374	107	20,1	91,4	6,9	36,2
Médiane	885	272	322	1 024	87	535	143	21,9	93,7	8,9	51,7
3 ^e quartile	989	298	369	1 119	112	700	184	24,3	95,7	10,9	68,1
Maximum	1 641	403	459	1 757	234	1 377	514	44,7	105,3	18,4	121,7

Par strate de population (France métropolitaine)	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Moins de 250 000 habitants	1 034	277	340	1 171	129	654	231	26,2	93,8	11,0	55,8
De 250 000 à 500 000 habitants	930	274	329	1 046	100	574	156	22,5	94,5	9,5	54,9
De 500 000 à 1 000 000 d'habitants	808	257	301	923	84	474	123	21,1	92,7	9,1	51,3
1 000 000 d'habitants et plus hors Paris	874	289	358	999	78	528	105	19,9	92,6	7,8	52,9

(a) Hors métropole de Lyon et CTU.

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014); calculs DGCL.

2. Principaux ratios financiers des régions et des CTU

Comptes de gestion 2017	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Auvergne-Rhône-Alpes	262	142	113	344	27	293	70	15,5	82,0	7,7	85,2
Bourgogne-Franche-Comté	304	114	104	384	36	218	77	18,0	85,9	9,4	56,9
Bretagne	272	106	107	361	52	295	55	17,1	79,5	14,3	81,8
Centre-Val de Loire	303	128	96	384	30	268	68	15,5	84,6	7,7	69,7
Corse	1 356	95	78	1 805	230	1 891	55	14,5	77,6	12,7	104,7
Grand Est	323	119	117	402	29	417	74	15,2	88,0	7,3	103,8
Hauts-de-France	354	109	132	416	36	495	70	16,9	91,7	8,5	119,1
Normandie	316	122	137	393	24	127	56	18,2	83,6	6,1	32,3
Nouvelle-Aquitaine	288	108	99	363	42	333	63	19,1	84,4	11,5	91,8
Occitanie	342	107	113	425	61	311	58	14,4	83,4	14,3	73,0
Pays de la Loire	250	123	96	324	31	429	49	15,5	85,6	9,5	132,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	294	120	103	363	60	517	58	17,5	89,0	16,6	142,5
France métropolitaine hors Île-de-France	308	119	112	387	40	361	64	16,5	85,3	10,4	93,2
Île-de-France	216	134	72	288	47	459	39	16,3	90,0	16,3	159,5
France métropolitaine	291	122	104	369	41	379	59	16,4	86,0	11,2	102,8
Guadeloupe	521	67	82	714	180	658	20	28,0	82,6	25,3	92,1
Martinique	2 246	289	344	2 380	223	1 452	414	23,8	97,9	9,4	61,0
Guyane	1 979	233	315	1 976	127	606	190	28,0	103,6	6,4	30,7
La Réunion	547	63	70	709	530	1 206	17	31,2	83,0	74,8	170,0
ROM	1 081	133	161	1 222	339	1 059	122	26,9	93,4	27,7	86,6
France	313	122	106	393	50	398	61	17,5	86,6	12,7	101,4

Hors gestion active de la dette.

La collectivité territoriale de Corse et les CTU de Guyane et de Martinique présentent des ratios en €/habitant plus élevés du fait de leur statut particulier.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; INSEE (population totale en 2017 - année de référence 2014); calculs DGCL.